



react
Transnational

POUR UN SYNDICALISME
TRANSNATIONAL AU SERVICE DE
LA JUSTICE SOCIALE ET
ENVIRONNEMENTALE



**RAPPORT
ANNUEL**

2022

2022 EN BREF

Construction
d'écosyndicats de
riverains pour des
campagnes vivantes
dans de nouveaux
territoires

Un film co-
produit contre les
pollutions de
vergers
industriels

70
syndicalistes
formés

15 pays en grève
contre les abus
d'Amazon

McDo condamné
pour fraude
fiscale

Un syndicat de
saisonniers créé
dans les plantations
de canne

ENQUÊTER

ORGANISER

COALISER

COMMUNIQUER



SOMMAIRE

2022 EN BREF

2

POUR UN MOUVEMENT ÉCOSYNDICAL

4

Les riverains des pesti-vergers ensemble pour leur santé

6

Les riverains en marche funèbre dans le Tarn 6

Multiplier les écosyndicats de riverains 8

Des collectifs de riverains sur l'ensemble du territoire 9

Paysans et riverains main dans la main face aux accaparements de terre de Socfin/Bolloré

10

CONTRIBUER AU RENOUVEAU SYNDICAL

14

Accompagner les syndicats 16

Organiser les travailleurs précaires 20

*Accompagner les mobilisation des jeunes salariés
de Mc Donald's contre les discriminations* 20

*Création historique d'un syndicat de saisonniers
au sein des plantations de canne à sucre au Cameroun* 22

RÉSEAUX

26

BILAN FINANCIER

28



POUR UN MOUVEMENT ÉCOSYNDICAL



Organiser les riverains de l'agro-industrie toxique

LA LUTTE POUR LE VIVANT PASSE PAR UNE VÉRITABLE TRANSITION AGRO-ÉCOLOGIQUE

Dans le monde, le secteur agricole est responsable de 23 % des émissions anthropiques de gaz à effet de serre. La déforestation, l'élevage intensif ou encore la production et l'utilisation d'engrais azotés constituent les principaux responsables de ces émissions en augmentation.

Accaparements de terres, augmentation du prix du foncier agricole, destructions de cultures vivrières dus à la concentration des exploitations et au développement de la monoculture. Destruction de la biodiversité, contamination de l'air, du sol et des eaux, hausse de pathologies graves à cause du recours croissant aux pesticides. Raréfaction de la ressource en eau, droits humains bafoués.

Le modèle agro-industriel dominant ne permet pas la transition écologique nécessaire pour lutter contre le changement climatique et l'effondrement de la biodiversité.

ORGANISER, FÉDÉRER, GAGNER

Face aux dérèglements climatiques à l'extinction massive des espèces, **ReAct Transnational** cherche à **mettre son expérience et son approche au service de la lutte** pour la protection du vivant :

1/ Organiser les communautés en première ligne de la crise climatique et écologique pour construire un mouvement de masse de personnes dont les intérêts coïncident avec l'intérêt écologique.

2/ Multiplier des écosyndicats de citoyens alliant leurs forces à l'échelle locale, nationale et internationale pour la justice environnementale.



**CAMPAGNE
PESTI-VERGERS**



**ALLIANCE TRANSNATIONALE DES
RIVERAINS DES PLANTATIONS DE
SOCFIN-BOLLORE**



LES RIVERAINS DES PESTI-VERGERS ENSEMBLE POUR LEUR SANTE

LES RIVERAINS EN MARCHÉ FUNÉBRE DANS LE TARN

Depuis juin 2021, date à laquelle les riverains du Tarn ont fait appel à ReAct Transnational pour les accompagner dans leur organisation au sein de Vaurais Nature Environnement (VNE), la lutte est menée contre l'impunité de l'entreprise Vergers du Sud, leader hexagonal du marché de la pomme et du kiwi.



Action organisée par VNE lors de la rencontre entre le directeur des Vergers du Sud, les élus et les riverains.

Le 13 janvier 2022, une cinquantaine de riverains ont organisé une veillée funèbre relayée par divers médias locaux pour dénoncer l'impact sanitaire et écocide des pratiques agricoles de cette entreprise, à l'occasion de la quatrième « table-ronde » réunissant riverains, Directeur Général de l'entreprise et élus locaux. Ces tables-rondes avaient été initiées par les riverains organisés au sein de Vaurais Nature Environnement ; seulement, elles étaient jusque-là avant tout utilisées par le DG des Vergers du Sud pour dérouler la communication et les éléments de langage de l'entreprise.

Cette action directe non-violente a donné une réelle impulsion à la lutte des riverains organisés du Tarn. Venue avec sa combinaison « Tchernobyl » et une pancarte où était écrit « Cancer de la prostate » en lettres capitales, Sylvie témoigne :

“ Cela fait plus de dix ans que je vis ici. Depuis que Les Vergers du Sud ont racheté cette exploitation agricole, la diversité de cultures qui existait auparavant a été remplacée par deux monocultures : la pomme et le kiwi, sachant que la pomme est l'une des cultures les plus gourmandes en pesticides. De plus, le verger n'a pas arrêté de s'étendre et a gagné plus de cent hectares en quelques années. Cela suffit. On doit s'organiser et passer à l'action ! ”

Résultat : quelques jours après, la Direction Générale de l'entreprise et les élus locaux décidaient de financer et mettre en place 14 anémomètres interconnectés, dont les données sont directement visibles via l'application Sencrop, en vue d'accéder à une mesure indépendante du vent. Cette mesure répond à l'une des quatre revendications formulées par l'assemblée générale des riverains du 25 novembre 2021.

Elle permettra notamment de constater les pratiques illégales de l'entreprise lors d'épandages de pesticides par des vents supérieurs à 19 km/h.

Le 15 mars 2022, le directeur général de la multinationale a ainsi été placé en garde à vue suite à une plainte déposée par l'Office Français de la Biodiversité, après que les riverains du Tarn aient constaté un épandage de pesticides à des vents supérieurs à 25 km/h.

Le 22 mars 2022, à l'occasion de la semaine des alternatives aux pesticides, plus de 200 riverains assistaient à la projection du film « **On nous enfume : agro-industrie, quand la pomme nous empoisonne la vie** », déjà visionné plus de 2 400 fois sur YouTube. Coproduit par ReAct Transnational, la Confédération Paysanne, France Nature Environnement, Vaurais Nature Environnement et l'Union pour la Protection de la Nature et l'Environnement du Tarn, ce film aura été l'occasion d'un véritable débat de fond sur l'agriculture intensive et aura permis aux habitants du Vaurais de prendre conscience de l'impact sanitaire et environnemental des plantations de la multinationale Les Vergers du Sud sur leur territoire.



L'affiche d'une des projections du film organisée par VNE

Depuis, ce film a été diffusé une quinzaine de fois sur le territoire tarnais et au-delà.

Les Vergers du Sud ont réagi en attaquant les coproducteurs du film pour « dénonciation calomnieuse, diffamation, et dénigrement ». Une première audience s'est tenue le 16 décembre 2022 au tribunal de Castres. ReAct Transnational, qui appartient au réseau On Ne Se Taira Pas, a mobilisé l'expertise de ce réseau qui regroupe ONG, avocats, journalistes, lanceurs d'alerte, ou simples citoyens poursuivis par des acteurs économiques pour avoir dénoncé au grand public des violations des droits humains et environnementaux.

Ce procès rejoint donc la longue liste des « poursuites-bâillons » qui visent à réduire les associations au silence en les épuisant financièrement et psychologiquement.

En mai 2022, **Les Vergers du Sud ont du payer une amende de 5000 euros**, après que les riverains organisés au sein de Vaurais Nature Environnement aient alerté la Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF) Occitanie sur les pratiques agricoles de la multinationale. **La DRAAF, qui avait constaté des « pratiques illicites » lors de son enquête**, avait alors initié une procédure pénale enregistrée au parquet de Castres.

Le 30 juin 2022, Vaurais Nature Environnement organisait une consultation publique réunissant une douzaine de personnes pour débattre de la charte départementale censée protéger les riverains de l'exposition aux pesticides. **Le 9 juillet, des dizaines de doléances ont ainsi été déposées sur le site de la chambre d'agriculture locale** pour que soit pris en compte les préoccupations des riverains en matière de pesticides dans l'écriture de ces chartes.

Suite aux différentes interpellations, **Les Vergers du Sud plantent en octobre plus d'un kilomètre de haies de protection entre les vergers et les habitations des riverains** : de nouveau, une victoire qui répond à l'une des quatre revendications formulées par l'assemblée générale des riverains du 25 novembre 2021, et qui a été obtenue suite à la pression exercée par les riverains organisés au sein de VNE. Le 1er Décembre 2022, une cinquième table-ronde réunissant riverains et élus locaux était organisée dans le Tarn : **deux maires ont décidé de subventionner l'action des riverains organisés au sein de VNE** pour leur « précieux travail en faveur de l'environnement » sur le territoire tarnais.



[Voir le film](#) ➡

*On nous enfume : agro-industrie,
quand la pomme nous empoisonne
la vie*

MULTIPLIER LES ÉCOSYNDICATS DE RIVERAINS

Utilisation intensive de pesticides : des impacts pour les habitant-es, l'eau et les écosystèmes dans les Alpes de Haute Provence

Face aux pratiques abusives de l'entreprise Vergers du Sud, dénoncées par les riverains dans le Tarn organisés au sein de Vaurais Nature Environnement (VNE), nous avons mené l'enquête pour connaître la situation autour des autres vergers industriels du groupe, en France mais aussi au Maroc.

Dans le Gard, les vergers ne jouxtent pas directement les habitations. Les habitants des communes alentours (Saint Gilles, Générac,...) ne se disent pas inquiets de l'utilisation des pesticides, qu'ils reconnaissent pourtant comme intensive. Mais de nombreuses agro-industries couvrent la région, et se mobiliser pour changer les pratiques semble difficile aux rares citoyens inquiets.

Au Maroc, Les Vergers du Sud ont déjà commencé à quitter le territoire, plusieurs productions (melons) sont déjà fermées. Début 2023, les autres plantations du groupe Soldive, détenu par les VDS, fermeront également.

Dans les Alpes de Haute Provence, les pommiers des Vergers Du Sud s'étendent sur près de 300 hectares. Sur la commune des Mées principalement, de nombreuses maisons sont très proches des vergers. A Dabisse, tout un lotissement a été construit au milieu des pommiers. Dona avoue qu'elle savait que les pommiers étaient très proches quand elle a acheté, il y a 2 ans à peine :

"Je ne savais pas qu'ils pulvérisaient autant et qu'on le ressentirait directement"

Plusieurs riverains témoignent que **les épandages de pesticides se font souvent malgré le vent**, aux périodes de traitements intenses. Une mère explique que **son bébé a été intoxiqué**, resté dans la poussette dehors le temps qu'elle entre et ressorte de sa maison:

"Ils nous disent que ça ne craint rien, mais quand je vois le nuage de pesticides quand ils épandent, je reste à l'intérieur et je m'assure que mes enfants ne sortent pas de la maison"

"La plupart des abeilles des ruches qui vivaient à proximité en permanence sont mortes."

Jean François, Saint Michel

Ils feraient aujourd'hui venir des ruches spécialement pour la période de pollinisation, explique un apiculteur du coin.

Dans l'autre vallée, en contrebas des pommiers, **les habitants du petit village du Castellet sont privés d'eau depuis le mois de juin 2022** à cause de dérivés de pesticides (métabolites) retrouvés dans l'eau.

Les 300 habitants du village ont dû boire de l'eau en bouteille fournie par la mairie pendant plusieurs mois, puis la source a été alimentée par des citernes.

"Toutes ces bouteilles en plastique, ça représente une pollution énorme. En plus, c'est la première fois qu'ils testent ce produit, on ne sait pas depuis combien de temps on boit une eau polluée"

Pauline, Le Castellet

Finalement, des travaux vont être engagés pour connecter le réseau d'eau du village à la ville d'Oraison voisine. Au total, les travaux et les mesures palliatives vont coûter près **d'un million d'euros** aux contribuables de la communauté de communes.

"Deux sources de notre village sont déjà polluées depuis plusieurs années par des pesticides. Maintenant c'est celle du Castellet qui est inutilisable. Allons-nous laisser l'agriculture intensive détruire toutes les sources du territoire ? Il faut mettre en place de véritables mesures de protection."

Maïté, membre de l'association Les Jardins d'Entrevennes



[Regarder les témoignages des riverain-es sur Brut](#)



FACE À LA POLLUTION, LES HABITANT·ES DU TERRITOIRE EN PREMIÈRE LIGNE S'ORGANISENT

A partir de septembre 2022, ReAct Transnational a accompagné l'organisation des citoyen·nes de la moyenne vallée de la Durance en écosyndicat.

Maison par maison, hameau par hameau, une organisatrice de ReAct Transnational a rencontré les habitant.es du territoire les plus proches des vergers industriels. Plusieurs associations locales soutiennent activement la dynamique (Ecoraison, France Nature Environnement 04, Terres de Liens, DLV2030, LP0, AMAP des Pénitents,...). Pour mobiliser, ces associations ont organisé, avec ReAct Transnational, une projection-débat autour du film **Secrets Toxiques** le 3 décembre aux Mées.



Projection du film "Secrets Toxiques" aux Mées

Plus de 50 personnes ont participé, et plusieurs ont ainsi rejoint le collectif en construction. Après plusieurs réunions, les habitant.es du territoire décident ensemble de créer **Riverains Ensemble Durance**, un écosyndicat pour des territoires zéro pesticides.

DES COLLECTIFS DE RIVERAINS SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE

Parce que la lutte contre l'agro-industrie est nationale - et internationale -, ReAct Transnational a contacté d'autres collectifs de riverains qui défendent leur santé et leur environnement face à la prédation que ces pratiques agricoles intensives exercent sur les différents territoires.

Partout, nous avons constaté les mêmes abus - épandage excessif de pesticides; extension des vergers industriels; mise en place de monocultures; pollution de l'air, de l'eau et des sols, etc. - et les mêmes modes d'action des riverains organisés pour mettre un terme à cette impunité - mobilisation citoyenne; mise en place d'actions directes non violentes; interpellation des pouvoirs publics et privés; visibilité médiatique, etc.

Eli Domota, Secrétaire Général de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe - syndicat majoritaire de la Guadeloupe -, témoigne :

"Aujourd'hui, 95% des Guadeloupéens et 92% des Martiniquais sont contaminés au chlordécone, et la Martinique détient même le triste record du taux de cancer de la prostate le plus élevé au monde !

Il est plus que nécessaire que riverains et travailleurs s'organisent, localement, nationalement et internationalement pour mettre fin à ce désastre sanitaire et environnemental !"

En 2023, ReAct Transnational continuera d'aller à la rencontre de celles et ceux qui luttent pour un changement des pratiques agricoles : en France, en Europe, aux Antilles, en Afrique ! De tous les entretiens menés avec les différents collectifs de riverains qui militent pour une agriculture soutenable, ressort le même constat : **c'est parce que nous serons capables de porter des revendications communes, tout en coordonnant nos actions à différentes échelles, que les pouvoirs publics et privés pourront accéder à nos demandes.**



Carte des collectifs de riverains mobilisés contre les pesticides en France



PAYSANS ET RIVERAINS MAIN DANS LA MAIN A L'ECHELLE INTERNATIONALE FACE AUX ACCAPAREMENTS DE TERRES DE SOCFIN-BOLLORE

De la Sierra Leone au Cambodge, en passant par le Cameroun, le Liberia, le Nigeria et la Côte d'Ivoire, les communautés vivant à proximité des plantations industrielles de palmiers à huile et d'hévéas de Socfin/Bolloré se battent pour leurs droits et contre la répression. Rivières polluées, terres arables, villages, sites sacrés et forêts occupés par l'entreprise, engagements sociaux et financiers non tenus... les communautés riveraines du groupe Socfin, dont le premier actionnaire direct est le groupe Bolloré, sont confrontées à de nombreuses exactions. Avec le soutien du ReAct Transnational, elles s'organisent depuis des années, à l'échelle locale et transnationale, pour réclamer justice.

AU CAMEROUN, UNE VICTOIRE À MINIMA AVEC LA RÉTROCESSION D'UN HECTARE DE TERRES SACRÉES

Au Cameroun, l'organisation **SYNAPARCAM**, que ReAct Transnational accompagne depuis 2010, a multiplié les interpellations, en particulier sur la question de l'accaparement de terres sacrées par l'entreprise. Au mois de novembre, les habitant·es du village de Mbonjo ont obtenu la **rétrocession d'un hectare de terres sacrées**, qui seront libérées des palmiers plantés par la Socapalm. Une victoire, mais une victoire à minima selon la Synaparcam, qui dénonce le manque d'ampleur de cette rétrocession qui ne couvre qu'une petite partie des espaces contestés.

La SYNAPARCAM reste aussi mobilisée pour protester les violences sexistes et sexuelles que subissent les femmes au sein de la plantation et la certification comme « agriculture durable » d'une partie de la plantation, malgré des conflits non résolus.

AU LIBERIA, LES REVENDICATIONS DES RIVERAINS SUR L'ACCÈS À L'EAU ET À L'ÉDUCATION ENFIN PRISES EN COMPTE

Au Liberia, les organisations **Kwamuneh** et **LACDISTFAC**, qui représentent respectivement les riverain·es de la plantation SRC et de la plantations LAC, **ont obtenu la construction de latrines et de puits.**

“La pluie amène les produits chimiques qui soignent les arbres dans nos rivières. On tombe malades, ou quand on fait les lessives, on a des plaques sur les bras. Que l'entreprise prenne ses responsabilités, ou qu'elle nous rende nos terres.”

Ruth, riveraine des plantations d'hévéas de SRC

Il est essentiel pour les riverain·es d'obtenir des points d'eau sécurisés, afin de prévenir les intoxications.

Tous les villages n'ayant pas encore obtenu d'infrastructures satisfaisantes, les leaders des organisations de riverains prévoient de maintenir la pression sur les directions des plantations en 2023. Pour cela, ils-elles sont soutenu-es par un organisateur de ReAct Transnational, qui se rend chaque mois dans les plantations. Ensembles, ils vont à la rencontre des membres des communautés, afin de convaincre de nouveaux membres de rejoindre l'organisation et de participer à des actions d'interpellation. En 2022, Kwamuneh et LACDISFACT ont respectivement vu leur nombre de membres progresser de 10% et 8%. Ils ont aussi organisé des actions directes non violentes à l'occasion de l'Assemblée Générale des actionnaires des groupes Socfin et Bolloré et de la Journée internationale de lutte contre les monocultures d'arbres, se joignant ainsi à d'autres collectifs de riverains mobilisés à travers l'Afrique.



Paul, leader de Kwamuneh, présente la stratégie de l'éco-syndicat lors d'une réunion à la plantation SRC, Libéria.

Ces actions et les lettres formelles envoyées par les syndicats aux directions des plantations ont permis d'obtenir leur attention. A SRC, des négociations ont été ouvertes avec l'organisation apointée par la direction pour prendre en charge les demandes des communautés locales.

“ Pas de nourriture, pas de terre à cultiver. Si tu ne travailles par à la LAC, tes enfants ne vont pas à l'école. Nous voulons que LAC nous voie et nous entende. ”

Mathew, habitant de Gbarfein town et membres de LACDISTFAC, lors de la mobilisation en mai.

Enfin, au sein de la plantation LAC, certaines communautés ont aussi obtenu pour la rentrée 2022 **le droit pour leurs enfants d'être intégrés dans les classes réservées aux travailleurs-euses de la plantation.** C'était une revendication portée de longue date par les riverain-es. D'autres écoles doivent être construites pour faire baisser le nombre d'enfants dans les classes et s'assurer que tous les enfants aient une école à proximité de leurs lieux de vie.

AU CAMBODGE, LE RÉSULTAT DE LA MÉDIATION EST DÉSASTREUX: L'ACCAPAREMENT DES TERRES EST CONFIRMÉ, L'ENTREPRISE S'AUTOCONGRATULE

Les riverain-es cambodgien·nes de Socfin-KCD ont appris la conclusion du processus de médiation lancé en 2017. Bien que le processus soit financé par des bailleurs publics européens, les responsables de la médiation avait imposé une confidentialité totale aux participant-es. L'Etat cambodgien et **BIPA**, l'organisation représentative des riverain-es, avaient été écartés du processus. Cette condition de confidentialité a empêché toute mobilisation de grande ampleur depuis quelques années, les riverain-es étant en attente d'une résolution positive du conflit.

Malheureusement, le résultat est désastreux : aucune rétrocession des terres, des compensations misérables et l'obligation de renoncer à toute plainte future pour les 210 familles, sur 800, ayant accepté formellement d'y participer. Le seul gagnant est l'entreprise, qui a publiquement annoncé la « résolution d'un long conflit » et voit confirmer le statut quo. Autour de la plantations, les tensions perdurent, exacerbées par des dissensions entre celles et ceux qui ont participé à la médiation et celles et ceux qui l'ont refusé, celles et ceux qui sont abattus par des années de duperie et celles et ceux qui veulent encore se battre.



LES RIVERAINS UNIS DANS UNE CAMPAGNE GLOBALE POUR PORTER LEURS REVENDICATIONS

Depuis 2013, ReAct Transnational coordonne une campagne globale pour soutenir les riverains des plantations industrielles de Socfin Bolloré et impulser des changements systémiques pour mettre fin à l'accaparement des terres et à la dévastation de l'environnement par les groupes agro-industriels Bolloré/Socfin. En renforçant l'Alliance Transnationale des riverains des plantations de Socfin-Bolloré et en coordonnant une large coalition d'alliés de la société civile, ReAct Transnational a activé des leviers économiques, juridiques et médiatiques qui ont permis de maintenir une forte pression sur ces deux groupes.

ReAct Transnational a été en mesure de publier rapidement des clips vidéo partagés sur les médias sociaux concernant les manifestations, sur la base d'images et d'informations transmises par des activistes locaux.

Les organisations de riverains et leurs alliés de la société civile toujours mobilisés autour des AG de Socfin et Bolloré

Pour les assemblées générales des actionnaires de Socfin et Bolloré en 2022, les efforts de coordination du ReAct Transnational ont abouti à un communiqué de presse commun signé par 15 organisations locales et internationales publié à travers une large campagne sur les médias sociaux et largement partagé sur les sites internet des signataires. Si aucune action n'a pu être organisée en Europe en raison des assemblées virtuelles, des actions ont eu lieu simultanément dans les plantations au Cameroun et au Libéria.

Le communiqué de presse commun a également été l'occasion de mettre en lumière la répression qui sévit au Nigeria. Début mai, lors d'une manifestation pacifique aux abords d'Okomu Oil Plantations, filiale de Socfin au Nigeria, une femme âgée a été abattue par des forces de sécurité privées travaillant en collaboration avec la police.

Global Action Day à l'occasion de la Journée Internationale de Lutte contre les Plantations d'Arbres Monocultures, le 21 septembre.

Le ReAct Transnational a directement soutenu la coordination des parties prenantes impliquées dans la campagne de Socfin-Bolloré pour la Journée internationale de lutte contre les plantations d'arbres en monoculture le 21 septembre.

Des actions collectives au sein des plantations ont été menées en lien avec été liées à la lutte plus large des activistes de l'accaparement des terres dans le monde entier. Pollution, accaparement des terres, violence à l'encontre des défenseurs des droits de l'homme...

Ces impacts négatifs des activités des entreprises ont des effets différents et disproportionnés sur les femmes. Au Cameroun et au Libéria, les communautés locales ont mis en lumière le problème de la violence à l'égard des femmes dans les plantations.



Visuel pour les réseaux sociaux de la coalition en soutien aux actions du 21 septembre



Vidéo sur la répression
au Nigeria



Vidéo de l'action au Libéria



Dénonciation locale et internationale du greenwashing face à la Table ronde pour une huile de palme durable (RSPO)

La Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO) a certifié « durable » la filiale de Socfin en Sierra Leone en janvier 2022, malgré de nombreux litiges fonciers, des violences contre des défenseurs des droits de l'homme et la dénonciation des pollutions par les communautés riveraines. Au cours du processus de consultation préalable à la certification, les communautés locales et les organisations de la société civile ont pourtant fourni la preuve que les pratiques de Socfin violent les principes et les critères de la RSPO.

Suite à la dénonciation du processus de certification par les communautés, les membres de la coalition ont déposé une plainte formelle contre SCS. Ils ont également demandé à la RSPO de retirer immédiatement la certification de Socfin en Sierra Leone en publiant un communiqué de presse international. La plainte auprès de la RSPO concernant cette certification est toujours en cours.

La MALOA, l'organisation communautaire que ReAct Transnational soutient depuis 10 ans et membre de l'Alliance internationale, a envoyé une lettre officielle au président de la Sierra Leone ainsi qu'à de nombreux hauts fonctionnaires. La MALOA a publié une pétition signée par 1 475 membres de la communauté. Les signataires ont ensuite signalé qu'ils avaient été harcelés :

« Les propriétaires terriens et les chefs qui dénoncent les mauvaises opérations de l'entreprise ou qui ne soutiennent pas les violations des droits de l'homme commises par l'entreprise sont arrêtés par la police ou démis de leurs fonctions de chefs »

explique un membre de La MALOA

En novembre 2022, ReAct Transnational a co-écrit un communiqué de presse international pour la 19ème réunion annuelle de l'organisme d'autorégulation du secteur de l'huile de palme, la Table ronde pour une huile de palme durable.

Des organisations de la société civile du monde entier démontrent que la RSPO a échoué dans sa mission de rendre le secteur industriel de l'huile de palme "durable". Au contraire, elle a été utilisée par l'industrie de l'huile de palme pour blanchir la destruction de l'environnement, les violations des droits de l'homme et du travail et l'accaparement des terres. Le cas de Socfin/Bolloré, qui a obtenu des certifications de la RSPO, était au cœur de cette déclaration. 100 organisations ont signé le communiqué de presse, qui a été relayé largement sur les réseaux sociaux.

Plainte auprès des clients de Socfin : le nouveau levier de pression activé fait réagir

En 2022, le ReAct Transnational et l'Alliance Transnationale des riverains des plantations de Socfin-Bolloré ont lancé une nouvelle stratégie axée sur l'interpellation des clients de Socfin. ReAct Transnational a analysé les politiques sociales et environnementales, les exigences imposées aux fournisseurs et les mécanismes de plainte de ces groupes qui achètent de l'huile de palme ou du caoutchouc venant d'Afrique ou d'Asie. Notre équipe a compilé les dernières informations concernant les violations des droits de l'homme et la destruction de l'environnement grâce à la participation active des organisations de riverains.

L'accent a été mis sur les conflits en cours, en réponse aux politiques des clients, imposant au fournisseur de travailler avec les communautés et de respecter leur consentement libre, préalable et informé (CLIP). Les actions menées sur le terrain par les syndicats de riverains en 2022 étaient essentielles pour réaffirmer la persistance de ces conflits malgré les engagements mis en avant par Socfin et la certification comme « durable » d'une partie de ses plantations.

A la fin de cette année, trois groupes multinationaux répondront à l'alerte de l'Alliance Transnationale. Les leaders du Cameroun et du Liberia ont pu présenter directement à leurs équipes la réalité de la vie dans les plantations et les demandes des riverains qu'ils représentent. Les premiers mois de l'année 2023 permettront de voir comment ces groupes peuvent confronter Socfin sur la manière dont l'entreprise violent les droits humains des populations qui habitent au sein et à proximité de ses plantations.



CONTRIBUER AU RENOUVEAU SYNDICAL



Soutenir le renforcement des syndicats

Face aux dérives du capitalisme mondialisé, ReAct Transnational anime la branche francophone du réseau du Global Labour Institute (GLI Paris) et soutient le renforcement des syndicats de travailleur·ses à travers le monde pour lutter contre l'impunité des grandes entreprises.

ACTIONS



OUTILLER LES SYNDICATS

1/ Diffuser les expériences syndicales victorieuses

2/ Développer la formation syndicale internationale dans le monde francophone

3/ Mettre en lien les syndicalistes d'un même groupe transnational



ORGANISER LES TRAVAILLEURS PRÉCAIRES

En France et au Cameroun



Global Labour Institute
PARIS
GENEVE
MANCHESTER
NEW YORK
MOSCOU
BOGOTA



Le Global Labour Institute Paris, créé en 2017 à l'initiative de ReAct Transnational, fait partie du réseau international des GLI. Ce **réseau mondial de syndicalistes** possède des branches actives en France, au Royaume Uni, en Suisse, en Russie et aux Etats-Unis.

Le réseau Global Labour Institute vise à promouvoir l'alliance entre organisations syndicales de différents pays et entre celles-ci et les autres mouvements sociaux. **Il s'agit de soutenir le mouvement syndical mondial dans son but initial : être le moteur d'une transformation radicale de la société.**



NEST ENSEMBLE
SYNDICAT DES SAISONNIERS
DE LA SOSUCAM



ACCOMPAGNER LES SYNDICATS

DIFFUSER LES EXPÉRIENCES SYNDICALES VICTORIEUSES À TRAVERS LE MONDE

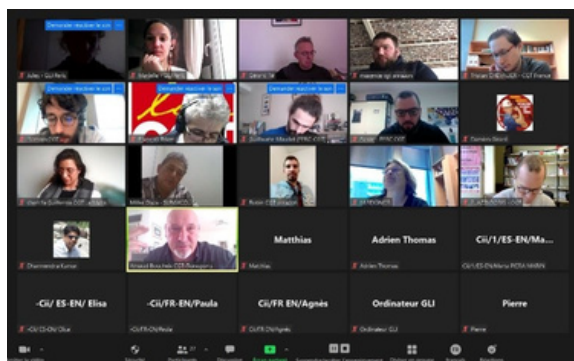
En 2022, le GLI Paris a organisé un cycle de formation sur les pratiques syndicales internationales autour des grands enjeux qui traversent le mouvement syndical mondial. L'objectif : outiller les syndicalistes à partir d'expériences de syndicats d'autres pays faisant face aux mêmes problématiques.

- **Syndicalisation des travailleurs isolés-es** : travailleuses à domicile en Belgique, chauffeurs indépendants en Ouganda, travailleurs informels en Colombie et vendeurs de rue en Inde
- **Syndicalisation des travailleurs sous-traitants** : chauffeurs-livreurs en Suisse, intérimaires Amazon en Italie et employées du nettoyage aux Etats-Unis
- **Syndicalisation des travailleurs migrant-es** : travailleuses domestiques aux Pays Bas, saisonniers au Canada et agricoles au Cameroun
- **Syndicalisme et écologie** : collectif inter-organisation en Corée du Sud, travailleurs de l'automobile 0 carbone au Royaume Uni et formation à l'écologie syndicale en Belgique.

“ Il y a vraiment des initiatives très intéressantes qui ont été montées dans le monde, c'est tellement inspirant et redynamisant pour notre syndicalisme ”

François de la CGT

24 heures de formation sur 4 jours
70 syndicalistes participants
9 plans d'action produits
13 campagnes syndicales partagés



Une des sessions de formation à distance

Chaque session comprenait un temps commun d'analyse des expériences internationales partagées et un temps de production d'un plan d'action par syndicat sur ce qui peut être mis en œuvre sur leurs terrains respectifs : salariés d'Amazon, travailleurs détachés du port de Saint Nazaire, Syndicat des aides à domicile, salariés sous-traitants de la Poste...

Aujourd'hui en France, de plus en plus de militants syndicaux cherche à renouveler leurs pratiques pour redonner aux organisations syndicales leur rôle moteur de transformation de la société. Pour cela, **ils sont prêts à innover, à s'inspirer de ce qui marche ailleurs, et à tester de nouvelles méthodes syndicales.**



APPUYER LA MISE EN LIEN DE SYNDICATS AMAZON EN EUROPE

En 2022, le GLI Paris a mis son réseau à disposition de la campagne mondiale **Make Amazon Pay** lancée en 2020 contre Amazon afin de renforcer l'implication de syndicats nationaux dans la campagne mondiale. Une opportunité également de former les syndicats volontaires pour renforcer les bases syndicales dans les entrepôts et centres de tri du géant de la logistique.



Appui à la rencontre entre les syndicats français d'Amazon et la campagne mondiale lors du mouvement de grève d'avril 2022.

“ Nous avons besoin d'avoir des syndicats forts partout et bien coordonnés à l'échelle européenne si on veut que nos blocages ne soient pas compensés par un surplus d'activité sur un autre entrepôt ”

Robin, délégué syndical Amazon

A partir de mars 2022, le GLI Paris a cartographié les forces syndicales en présence dans les sites français et **soutenu le mouvement de grève historique** qui a touché les 8 entrepôts du pays en avril 2022. Plusieurs réunions ont permis l'intégration de syndicats français dans l'alliance syndicale internationale contre Amazon.

“ Il faut que l'on se coordonne entre syndicats en Europe notamment pour agir simultanément sur les entrepôts frontaliers stratégiques pour Amazon ”

un syndicaliste allemand de Verdi



Rencontre internationale des syndicats d'Amazon à Bruxelles

Les 2 et 3 novembre 2022, le GLI Paris était aux côtés d'une cinquantaine de syndicalistes de 15 pays différents à Bruxelles pour préparer la grève mondiale du 25 novembre -Black Friday- et coordonner les efforts des différents syndicats à travers le monde. Lors de l'action du black Friday, le GLI a facilité la mise en lien entre les syndicats français et allemands afin de mettre en œuvre une tactique commune.

DÉVELOPPER LA FORMATION SYNDICALE INTERNATIONALE DANS LE MONDE FRANCOPHONE

De plus en plus de syndicats membres du réseau font appel au GLI Paris pour connaître et s'inspirer d'expériences syndicales internationales susceptibles de les renforcer.

Formation des militants syndicaux du secteur des activités postales

D'avril à novembre 2022, le GLI Paris a formé les militants de la **CGT FAPT** (fédération des activités postales et télécoms) à partir de l'expérience du syndicat suisse UNIA qui a monté en 2020-21 des comités d'organisation de travailleurs sous-traitants dans tous les entrepôts de livraison de colis du pays.

Une fois par mois, les militants de la CGT FAPT du Rhône ont été accompagnés par une organisatrice syndicale du GLI dans les entrepôts pour affiner leurs méthodes de mobilisation : jeux de rôle, échanges avec des sous-traitants, production de pétitions, identification de campagnes à mener

“On voit que lorsqu’on fait l’effort d’aller parler aux travailleurs sous-traitants ou intérimaires, ils sont agréablement surpris et font remontés plein de problèmes sur lesquels en se mettant ensemble, salariés du donneur d’ordre et des sous-traitants, on pourrait agir facilement ”

Clément, CGT



Formation de terrain à la prise de contact avec les sous-traitants de La Poste

L’engagement de jeunes syndiqués a également été renforcé à travers l’animation de journées d’accueil en novembre 2022 auprès de 12 syndiqués (tous moins de 35 ans). En 2023, 3 syndicats locaux seront également accompagnés : Ile-de-France, Haute-Garonne et Drôme .

Formation des militants syndicaux de l’éducation publique

En juin 2022, c’est la CGT Educ’action qui a fait appel au GLI pour une journée d’étude visant à analyser les conditions de réussite de la campagne historique étatsunienne « Red for Ed » qui a permis en 2019 à des millions de personnels enseignants mobilisés de gagner des augmentations de salaires et des moyens pour l’éducation publique. Pour l’occasion, le GLI a fait participer Alex Caputo Pearl, secrétaire général du syndicat « United Teachers of Los Angeles » et un des meneurs du mouvement.

Le syndicaliste américain a raconté comment les enseignants se sont alliés avec les parents d’élèves ou comment des dizaines d’organisateur·es ont sillonné les établissements pour organiser les marches de plus de 50 000 personnes.

Suite à cette journée le syndicat CGT Educ’action a demandé à être accompagné par le GLI tout au long de la campagne électorale à l’automne sur de la formation continue de ses militants.



Diffusion d’expériences internationales auprès de la CGT Educ’action



Groupes de travail sur des plan de syndicalisation dans l’enseignement

Formation des travailleur.euses domestiques et/ou sans papier

Le GLI Paris était à Bruxelles en novembre 2022 auprès des travailleuses domestiques et travailleurs sans papiers du syndicat belge CSC afin de partager des expériences d’organisation collective victorieuses d’autres pays. Un long échange s’en est suivi avec la ligue des travailleuses domestiques afin de dessiner les stratégies à déployer en 2023.

Participation aux événements autour du renouveau syndical

Le GLI Paris a également alimenté les débats autour des enjeux de renouveau syndical lors de diverses interventions lors d'événements en 2022 :

- Intervention lors de l'événement « Plus de syndiqués c'est possible ! » (avril 2022) autour du livre « Balayons les abus » et des expériences de syndicalisation dans les centres d'appel, les prestataires de nettoyage et de services informatique
- Participation à une rencontre internationale entre syndicats ukrainiens, biélorusses, français (avril 2022)
- Invitation à la table ronde « faire face à la précarité » lors du congrès national de la CGT FAPT (novembre 2022)

En 2023, les formations et interventions diverses se poursuivront. Des perspectives de formation se dessinent en France avec la CGT Fonction Publique Territoriale sur l'enjeu de syndicalisation des travailleurs les plus précaires (animation écoles et crèches, éboueurs,...) et des discussions seront entamées avec la CGT Santé afin de diffuser l'expérience berlinoise qui a entraîné la mobilisation de milliers de soignants et permis l'allocation de nouveaux moyens pour les hôpitaux publics de la ville.

COORDONNER LES ANTENNES DES GLI DANS LE MONDE



Rencontre des membres des différentes antennes GLI à Genève

En juillet 2022, les militants du GLI se sont retrouvés autour de son fondateur, Dan Gallin pour 2 jours de réunion au siège de la fédération syndicale internationale IUTA à Genève afin de coordonner les différentes antennes du réseau. La coordination des syndicats de travailleur.ses informel.les en Afrique, le soutien aux syndicalistes ukrainiens et russes qui luttent pour la démocratie et la paix ou encore le rôle des syndicats dans la transition écologique étaient au programme des discussions.

A l'issue des 2 jours, ont été décidé l'organisation de la première université syndicale internationale bilingue (FR/EN) en 2023 et la publication du livre sur « notre histoire du syndicalisme international » en 4 langues. Les initiatives portées par l'antenne new-yorkaise (Trade Unions for Energy and Democracy) auprès des syndicats du Sud pour renforcer leur engagement pour une propriété publique de l'énergie continueront également de se renforcer en 2023.



L'équipe transnationale du Global Labour Institute, salariés et militants



ORGANISER LES TRAVAILLEURS PRÉCAIRES

ACCOMPAGNER LA MOBILISATION DES JEUNES SALARIÉ-ES MC DONALD'S CONTRE LES DISCRIMINATIONS

En 2022, ReAct Transnational a poursuivi son appui aux jeunes salarié-es de Mc Donald's qui s'organisent au sein du collectif McDroits. Prise de contacts sur les campus universitaires, dans les restaurants, formation de militants ont permis de renforcer la parole des jeunes salarié-es qui portent toujours comme revendication prioritaire le combat contre les discriminations sexistes, homophobes et racistes.

ReAct Transnational a collaboré avec l'émission Cash Investigation en 2021 pour aboutir à la sortie de l'émission « Ça se passe comme ça chez Mc Donald's » diffusé le 7 avril 2022. A travers les témoignages de Jonathan, Antoine, ou encore Sandie, cette enquête explique comment l'organisation du travail dans l'enseigne a systématiquement créé des situations de souffrances au travail.

Mc Donald's France condamné pour fraude fiscale

2022 a également vu l'aboutissement de 7 ans de lutte judiciaire amenant **McDonalds France à payer 1,2 milliard d'euros**, la plus grosse amende pour fraude fiscale dans l'histoire du fisc français. Le jour de l'annonce du verdict, les jeunes salarié-es appuyés depuis plusieurs années par ReAct Transnational, la CGT et ATTAC, se sont retrouvés devant le tribunal pour fêter les résultats de l'audience.



Militants, syndicalistes et soutiens politiques à la sortie du Tribunal ayant condamné McDonalds France



[Bande-annonce de l'émission de Cash Investigation](#)



Les équipiers invités à témoigner par les députés européens

En septembre 2022, Mathilde, porte-parole de McDroits, représentait les victimes de sexisme et harcèlement lors d'une audition au Parlement européen, aux côtés des travailleur-ses venues des Etats Unis et du Brésil organisé par les députés de la Gauche Unitaire Européenne, en particulier les Manon Aubry et Maria Noichl. ReAct Transnational a aussi collaboré avec les chargées de campagne d'Action Aid France mobilisé sur le harcèlement sexuel au travail à l'échelle internationale.



Les militant·es des collectifs de travailleur·ses McDonald devant le Parlement européen

Victoire pour les salarié·es toulousains mobilisés contre le harcèlement et les discriminations dans leur restaurant

De leurs restaurants, aux grèves qui se multiplient dans leurs pays jusqu'aux institutions européennes, les salarié·es se sont fait le porte-voix du combat qu'ils et elles sont nombreux à mener contre les discriminations sexistes et raciales au travail pour que cesse l'impunité du géant de la restauration rapide.

En novembre 2022, ce sont les salarié·es de Toulouse, accompagnés par les équipes de ReAct Transnational qui ont mené deux semaines de mobilisation devant leur restaurant, rejoints par de nombreux alliés et relayés par nombre de médias nationaux pour dénoncer les conditions de travail effroyables qu'ils vivent. Ils sont régulièrement la cible, en toute impunité, de propos homophobes, xénophobes ou sexistes.

"Un jour, on m'a clairement dit que si les nègres comme moi étaient parmi les blancs, c'était grâce aux blancs"

Kameron.

Sarah quant à elle, raconte l'agression qu'elle a vécu le 28 septembre sur le parking du restaurant :

"J'ai été rouée de coups avec des blessures au niveau du bras gauche notamment."

" Je suis restée paralysée pendant plusieurs secondes, quand il m'a arraché le voile, c'était clairement une agression islamophobe pour moi. "

Alex Toulouse



Actions du Collectif McDroits à Paris et Toulouse

La mobilisation a fini par payer : un des agresseurs a été licencié et Mc Donald's France est directement intervenu auprès du franchisé pour diligenter une enquête interne. Les jeunes salarié·es attendent les résultats de l'enquête, qui déterminera la suite de leur mobilisation. Depuis, ils et elles ont rejoint le collectif national de salarié·es McDroits.

CREATION HISTORIQUE D'UN SYNDICAT DE SAISONNIERS AU SEIN DES PLANTATIONS DE CANNE A SUCRE AU CAMEROUN

Publication du rapport - enquête sur l'impact du groupe Castel en Afrique

Le 9 mars 2022, conjointement avec l'association Survie, ReAct Transnational a organisé une soirée publique à la Fondation pour le Progrès de l'Homme à Paris à l'occasion de la sortie du rapport « **A la santé de l'Afrique : enquête sur l'impact social et environnemental d'un des leaders de la filière brassicole en Afrique** », suite au long travail d'enquête mené en 2021.

Une quarantaine de personnes ont pu bénéficier d'une analyse détaillée des conséquences des activités du groupe Castel sur le continent africain, agrémentée des interventions des chercheurs Olivier Blamangin et Olivier van Beemen, tous deux spécialistes de l'impact de l'industrie brassicole en Afrique.



[Lire le rapport](#) ➡

Ce rapport, disponible également en anglais, constitue un outil précieux pour appuyer les luttes locales des travailleurs des brasseries et des travailleurs saisonniers qui s'organisent pour de meilleures conditions de travail. A travers un ample travail de recherche documentaire et la conduite d'enquêtes de terrain au Cameroun et en Côte d'Ivoire, ReAct Transnational montre comment le groupe Castel s'est bâti un véritable empire.



Soirée de présentation du rapport à "la Fondation pour le Progrès de l'Homme, Paris"

Le groupe, **qui occupe la seconde place du marché africain des boissons**, s'est construit sur le dos des travailleur·euses, des riverain·es et des ressources naturelles du continent : stratégies marketing agressives, précarisation du travail, accaparement de terres, surconsommation d'eau, épandage de produits chimiques.

Le rapport aura également permis de mettre la lumière sur cette multinationale qui cultive l'opacité. Suite à sa publication, le média Al Jazeera a réalisé un reportage sur les activités industrielles du groupe Castel en Afrique. En septembre 2022, **une vidéo cumulant plus de 55 000 vues sur les réseaux sociaux était publiée, dénonçant la prédation qu'exerce le groupe Castel sur le continent africain.**



[Regarder le reportage AJ+ sur l'Empire Castel](#) ➡

Soutien aux travailleurs des plantations face à la précarisation

Le travail d'enquête a permis de rendre visible la stratégie de précarisation du groupe Castel, notamment au sein de ses filiales de la SOMDIAA, avec un recours croissant au travail saisonnier : **au Cameroun, 90% de la main d'œuvre de la Sosucam est temporaire** : saisonnier·es ou journalier·es, avec des contrats sans fin définie, ou sans contrat écrit. Ils et elles cumulent les contrats précaires, sans garantie d'être réembauché·es le mois ou l'année suivante.



Transport du personnel à l'entrée de la Sosucam, Cameroun

Les travailleur·euses temporaires ont des conditions de travail bien moins avantageuses que les travailleur·euses permanent·es : salaires moins élevés, aucune couverture santé, primes moins élevées, pas de reconnaissance d'ancienneté, etc. Le salaire de base des saisonnier·es est de 80€ par mois (52 000 FCFA).

“ En tant que saisonnier, je touche une prime de non-logement - car je ne suis pas logé dans le camp SOSUCAM - de 5 000 FCFA. Les agents de maîtrise perçoivent 35 000 FCFA pour la même prime “

Issa, coupeur à la SOSUCAM.

Depuis fin 2021, ReAct Transnational appuie l'organisation collective des travailleurs saisonniers de la Sosucam, qui ne sont pas représentés par les syndicats existants, à travers le travail de l'association OnEstEnsemble.

À travers du porte-à-porte, des rencontres à la sortie du travail ou sur leurs lieux de rassemblement ou de loisirs, un organisateur syndical va chercher les travailleurs un par un, là où ils se trouvent. Il s'appuie également sur des membres clés des différentes communautés représentées parmi les travailleurs, pour faire face aux difficultés liées à la langue, ou à la crainte des saisonniers.

La multiplication de petites réunions permet de mobiliser progressivement, et d'engager de plus en plus de monde dans la dynamique d'organisation collective.

Le 26 février 2022, une cinquantaine de travailleur·euses saisonnier·es sont rassemblé·es pour fonder le Syndicat des Travailleurs Saisonniers de la Filière Canne à Sucre de la Haute Sanaga. Ils listent les revendications qui les touchent spécifiquement en tant que saisonniers, et les priorisent par votes. Ils décident ainsi de lancer une pétition pour demander l'augmentation de la ration journalière prise en charge par l'entreprise, qui récoltera rapidement plusieurs centaines de signatures. Le bureau du syndicat est élu. Après plusieurs mois de démarches administratives et grâce à la persévérance des membres, **le syndicat sera finalement légalisé le 12 octobre.**



Réunion du syndicat des saisonniers pour discuter des prochaines étapes, Cameroun

La colère des travailleurs éclate à la SOSUCAM

Alors que le syndicat est en cours de construction, les sanctions appliquées à 180 travailleurs pour avoir usé de leur droit de refuser une tâche trop difficile déclenchent un mouvement de grève spontané le 23 février sur la plantation de Nkoteng. C'est la goutte d'eau de trop, 2000 manœuvres agricoles de la Sosucam cessent le travail pour protester contre la détérioration de leurs conditions de travail, déjà précaires.

Le 24 février, la direction annonce dialoguer avec les délégués du personnel, et demande aux travailleurs de reprendre le travail.

Mais les saisonniers, qui constituent 100% des manœuvres agricoles, ne sont pas représentés dans les négociations, et aucun engagement concret n'est annoncé, la grève est maintenue.

Face au refus de dialogue de la direction et à l'intervention des forces de police, les manœuvres agricoles de la deuxième plantation, Mbandjock, rejoignent la grève. Du 26 février au 8 mars, près de 8000 personnes sont en grève.

Le syndicat tente d'accompagner au mieux les travailleurs saisonniers dans ce mouvement, en construisant des revendications précises, qui sont envoyées par courrier à la direction le 28 février, et à travers des sessions de formation à la négociation et à la prise de parole en public des porte-paroles de la grève. **La direction cède finalement le 3 mars à la demande des saisonniers, et participe à une rencontre publique avec les grévistes** et leurs porte-paroles au stade municipal. Le 6 mars, un nouveau communiqué de la direction annonce :

- L'annulation des 180 demandes d'explications délivrées aux manœuvres agricoles
- L'amélioration de l'accueil des travailleurs dans les centres médicaux
- La suspension de la nouvelle technique de coupe controversée parmi les manœuvres agricoles et la transparence (affichage) des tâches et objectifs
- L'augmentation de la prime de coupe de 175fcfa à 250fcfa
- La mise en place d'une prime de fin de campagne de 15 000fcfa pour tous les employés ayant travaillé durant toute la campagne
- Le recrutement d'un médiateur social par le délégué du travail parmi les manœuvres agricoles

De belles victoires pour les saisonniers, malgré les demandes en suspens sur les salaires. Plusieurs porte-paroles de la grève rejoignent le syndicat des saisonniers, pour être représentés officiellement et ouvrir un dialogue pérenne avec la direction.

Des victoires qui inspirent les travailleur·euses

Deux mois plus tard, inspiré·es par les coupeurs de canne à l'initiative de la grève de février, se sont les planteur·euses de Nkoteng qui se mettent en grève le 8 avril, pour réclamer les équipements de protection qui leur sont dus.

"Depuis 3 semaines, nous demandons des bottes de sécurité, des gants, des jambières et des manteaux de pluie pour pouvoir travailler en toute sécurité. Ces équipements sont indispensables pour nous protéger des coupures, ou des piqures de serpent ou de scorpion"

Martine, recrutée pour la campagne de plante

Habituellement, ces équipements leur sont fournis dès le premier jour du travail, mais cette année, ils tardent à venir, alors que les pluies débutent déjà. Les planteur·euses de la plantation de Mbandjock rejoignent le mouvement. **Finalement, le 12 avril, la direction remettra les équipements à l'ensemble des 1200 manœuvres agricoles de l'équipe de plante.** Une nouvelle victoire pour les travailleur·euses saisonnier·es.

"L'impact sur notre sommeil est le même que les autres travailleurs lorsque nous devons nous lever à 3h du matin pour débiter le travail à 4h. Nous prenons aussi les mêmes risques, d'agression, de morsures de serpent etc. pour nous rendre au point de rassemblement en pleine nuit"

Gérard, coupeur de cannes.

Le syndicat mobilise et recrute parmi ses membres ainsi également les femmes, plus représentées dans ce service.

Les mois suivants, le syndicat de saisonniers lance une pétition pour la revalorisation de la compensation de l'interruption du sommeil (prime d'astreinte), pour les manœuvres agricoles. En effet, cette prime est plus de 20 fois plus élevée pour certaines catégories de travailleurs que pour d'autres. Le syndicat demande ainsi l'égalité de traitement pour des contraintes similaires.

En quelques mois, la pétition va rassembler près de 600 signatures.

La direction refuse de reconnaître le syndicat malgré la mobilisation

Dès la légalisation du syndicat des saisonniers en octobre, le bureau syndical demande à rencontrer la direction de la Sosucam, pour se présenter, partager les revendications portées par le syndicat, et négocier sur la prime d'astreinte suite à la pétition. Mais le Directeur des Ressources humaines qui les reçoit refuse de reconnaître le syndicat pourtant enregistré au greffe des syndicats, et menace les membres du bureau à demi-mots.

Face au refus de dialogue de la direction et pour rendre visible l'existence d'un syndicat de saisonniers, les membres du bureau syndical organisent une conférence de presse le 17 novembre.

"Notre syndicat a été créé par les saisonniers, pour les saisonniers. Il vise à construire une organisation démocratique et représentative des travailleurs temporaires, légitime pour parler et négocier en son nom avec la direction de l'entreprise."

*Victor Doba, secrétaire général
du syndicat*

Les membres du syndicat, appuyés par le travail des organisateurs syndicaux, poursuivent alors la mobilisation pour gagner la représentativité du syndicat et ouvrir le dialogue avec l'entreprise.

"Nous restons déterminés et convaincus que seule l'organisation collective et la mobilisation non-violente permettra aux saisonniers de faire évoluer nos conditions de travail pour plus de dignité. J'appelle les saisonniers de tout bord à rejoindre les rangs du syndicat des saisonniers afin que nous soyons plus fort"

*Arno, président du syndicat des saisonniers
de la filière canne à sucre*

Près de 170 membres avaient adhéré au syndicat à la fin de l'année, et plusieurs centaines avaient exprimé leur soutien à travers les pétitions.



Premier Bureau élu du syndicat des saisonniers

Revendications principales du syndicat des saisonniers

- L'amélioration de la rémunération du travail des saisonniers
- La protection de leur santé
- L'arrêt de la précarisation du travail
- Un traitement équitable entre travailleurs permanents et temporaires
- Le respect du droit du travail et du droit sur les libertés syndicales

Appui à la mise en réseau et à la dynamique transnationale sur les brasseries du groupe Castel

Suite au travail de prise de contacts et aux échanges avec les différents syndicats présents au sein de la Société Anonyme des Boissons du Cameroun, le 11 juillet 2022, ReAct Transnational a organisé une rencontre nationale des syndicats des brasseries SABC, plus grande entreprise du pays et filiale du groupe Castel. À cette occasion, les délégués syndicaux ont tous exprimé leur volonté de participer à la dynamique d'alliance transnationale des syndicats des brasseries du groupe Castel en Afrique initiée par la **Fédération syndicale internationale de l'agriculture et de l'alimentation (UITA)**.

Des alliances pourront à terme être constituées entre travailleurs des brasseries et travailleurs saisonniers des plantations à une échelle nationale et transnationale, en vue d'accroître le rapport de force des travailleurs à l'encontre de la multinationale Castel, qui a investi la filière agroalimentaire pour fournir le sucre et les céréales nécessaires à la production de ses boissons.

RÉSEAUX

ACORN International est une fédération de syndicats présente sur les 5 continents. S'appropriant les méthodes du "community organizing" et privilégiant l'action directe non-violente, les affiliés construisent à travers le monde des contre-pouvoirs citoyens permettant aux individus et familles précaires de défendre leurs intérêts de façon autonome.



En 2022, ReAct Transnational, a participé au Forum ACORN International au côtés d'une cinquantaine d'organisations venues de France, Angleterre, Cameroun, Etats-Unis, Kenya, Canada, Irlande, Ecosse, Belgique, etc. Au-delà du partage d'expériences, de la mutualisation des méthodes, et de la lutte contre la répression associative, des campagnes eco-syndicales communes ont pu être élaborées, pour lutter ensemble contre la crise écologique. Ce fut aussi l'occasion de fêter les 5 ans et les multiples victoires de notre partenaire de longue date, l'organisation OnEstEnsemble, membre actif du réseau au Cameroun.



Depuis 2016, ReAct Transnational est activement impliqué dans le collectif *On Ne Se Taira Pas* qui cherche à faire grandir le débat public autour des « poursuites baillons » qui visent à intimider et à faire taire les voix critiques. Cette lutte s'inscrit dans la lignée de la lutte contre l'impunité des multinationales afin de dénoncer ces poursuites qui instrumentalisent la justice et remettent en cause la liberté d'expression et d'informer.

En 2022, ReAct Transnational, poursuivi avec 6 autres associations et syndicats pour dénigrement des produits des Vergers du Sud, s'est appuyé sur le réseau pour médiatiser ce procès. Les éléments de la plainte et ses suites permettront par ailleurs d'enrichir la base de données sur la thématique, dans le cas où d'autres organisations ou militants se retrouvaient victimes d'intimidation similaires.



Aux côtés d'une centaine d'organisations de la gauche internationaliste, ReAct Transnational est membre du réseau mondial Progressive International qui a notamment appuyé en 2022 la campagne globale « Make Amazon Pay » contre le géant de la logistique.



ORGANISATION DU SEMINAIRE "REPENSER LES CHAINES DE VALEUR"

- AVEC LE COLLECTIF RETHINKING VALUE CHAINS

Après l'ouvrage collectif « Repenser les chaînes de valeur » - publié conjointement par le réseau « Responsible Global Value Chains » et le collectif « Repenser les Chaînes de Valeur » - le collectif RCV s'est engagé dans une collaboration étroite avec trois chercheurs pour alimenter la réflexion sur les stratégies adoptées par les différents membres du réseau, et la place que tient la reterritorialisation dans les chaînes de valeurs.

Les 29 et 30 mars 2022, les membres du Collectif RCV se sont réunis à Bergerie de Villarceaux (95710 Chaussy, France) pour explorer les questions suivantes :

- Quelles approches les membres du collectif RCV utilisent-ils pour surmonter les limites et les défis des secteurs globalisés ?
- Le concept de reterritorialisation est-il considéré comme l'une des questions ou réflexions stratégiques clés des membres du collectif RCV ? Si oui, de quelle manière ? Si non, quels sont les principaux obstacles au développement d'actions dans ce domaine, ou les principales raisons de ne pas les mener à bien ?

A cet effet, ReAct Transnational a mis en valeur les résultats de son enquête sur le groupe Castel. ReAct Transnational a aussi présenté le travail d'organisation syndical entrepris au Cameroun auprès des travailleurs saisonniers des plantations de canne à sucre du groupe Castel.



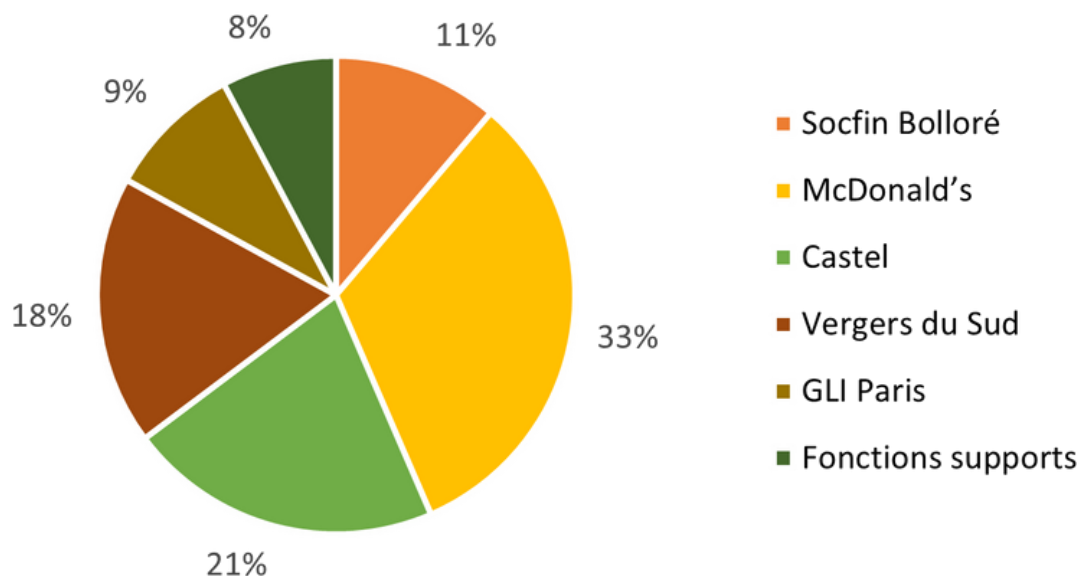
Il a également été rappelé la difficulté d'utiliser la loi française sur le Devoir de Vigilance au-delà du moment où l'entreprise a produit un Plan de Vigilance.

Quel que soit le caractère manifestement inadéquat ou « vide » du plan d'une entreprise, il est extrêmement difficile de rassembler des preuves suffisamment solides pour poursuivre une entreprise en justice pour ne pas avoir produit un plan de vigilance « suffisamment bon » ou pour ne pas avoir respecté les objectifs fixés dans ses plans.

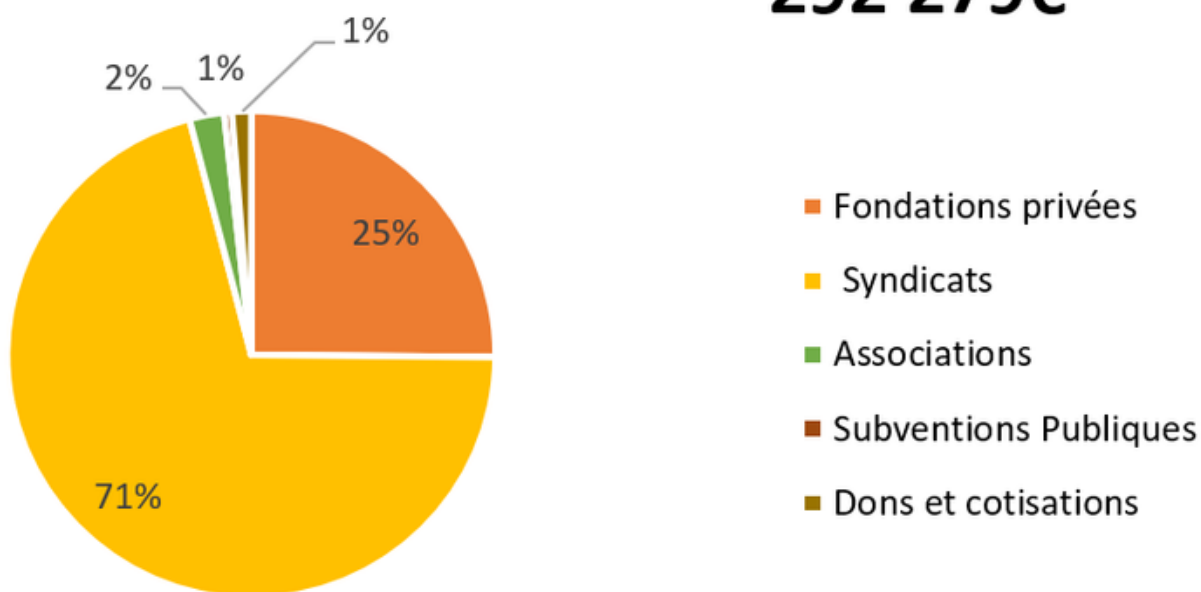
Pour les membres du collectif, cela démontre l'importance de faire campagne pour que l'Etat prenne ses responsabilités dans le contrôle de l'application de la loi sur le devoir de vigilance, afin de s'assurer que la charge – massive – du respect de la loi n'incombe pas uniquement aux organisations de la société civile.

BILAN FINANCIER

Dépenses 2022 270 895€



Recettes 2022 292 279€





Pour un syndicalisme transnational au
service de la justice sociale et
environnementale

Retrouvez-nous
sur les réseaux



150 rue du 4 août 1789
69100 Villeurbanne

contact@reactransnational.org

www.reactransnational.org